



Quel rôle des sciences humaines, sociales et politiques pour réussir la transition énergétique ?

13 décembre 2018 – Maison du barreau
Colloque organisé par le CGEDD

Biographie des intervenants :

Intervention liminaire d'un grand témoin

Valérie Masson Delmotte co-présidente du GIEC est docteresse diplômée en 1996 de l'École centrale Paris en physique des fluides et des transferts. Sa thèse de doctorat porte sur la « Simulation du climat de l'holocène moyen à l'aide de modèles de circulation générale de l'atmosphère ; impacts des paramétrisations ».

Depuis 1997, elle est chercheuse au commissariat à l'Énergie atomique (CEA), et plus précisément au laboratoire des sciences du climat et de l'environnement.

Elle fait partie de nombreux projets nationaux et internationaux dont le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Le 7 octobre 2015, elle est élue co-présidente du groupe de travail n° 1 du GIEC, qui travaille sur les bases physiques du climat. Elle est membre du haut conseil pour le Climat, créé en 2018 et placé auprès du Premier Ministre.

Première table ronde : quelle gouvernance des questions d'énergie-climat pour la mise en œuvre effective de la transition énergétique ?

Andreas Rüdinger est consultant indépendant et chercheur associé à l'Iddri, spécialisé dans les politiques énergétiques et climatiques. Avant son départ de Paris en 2015, il a travaillé pendant 4 ans au sein du pôle énergie-climat de l'Iddri et a participé au débat national sur la transition énergétique en tant que membre du comité d'expert et conseiller technique de la facilitatrice, Laurence Tubiana.

Il a publié plusieurs études sur les enjeux de gouvernance et d'appropriation citoyenne de la transition énergétique au niveau français et européen.

Titulaire d'un double Master en Sciences politiques et relations internationales de Sciences Po Bordeaux et de l'Université de Stuttgart, Andreas Rüdinger a également été chargé d'enseignement à Sciences Po Paris (PSIA), HEC, AgroParisTech et ISAE SupAéro.

Claire Roumet est directrice d'Energy Cities, l'association européenne des villes en transition énergétique. Promouvoir une participation directe des maires et des acteurs locaux à la production des politiques énergétiques européennes est une des missions de l'association. L'échange entre les 1000 villes membres de plus de 30 pays des pratiques innovantes renforce les acteurs et favorise de nouvelles formes de gouvernance locale de l'énergie. Claire a rejoint l'équipe d'Energy Cities en 2014 après 10 ans comme secrétaire générale d'Housing Europe, la fédération européenne des opérateurs de logement social. Elle a également travaillé sur les programmes d'innovation sociale de la Commission européenne et comme chargée de mission au Lobby européen des femmes. Economiste de formation (Université Paris Nanterre), elle a étudié l'économétrie à Mainz (Allemagne) pendant un an, et a obtenu un Master de politiques européennes (IEP Strasbourg).

Pierre Rambault est vice-président en charge du développement durable à la communauté de communes du Thouarsais depuis 2014 et maire de Saint-Varent, commune de 2460 habitants depuis 2008.

Ancien attaché parlementaire du député Dominique Paillé (ex-UDI), il enseigne aujourd'hui le droit à l'Université de Poitiers et participe aux jurys de concours de la fonction publique territoriale.

Tifenn Durand-Fleury, journaliste passionnée par les questions liées à l'environnement et au climat, crée, en 2008, le service Développement durable de l'agence de presse AEF, et en devient rédactrice en chef. Deux ans plus tard, elle devient directrice générale de l'ARENE Île-de-France, organisme du conseil régional qui a pour mission d'accompagner les collectivités franciliennes dans la conception et la mise en œuvre de leurs politiques énergie-climat.

Sa rencontre avec Missions publiques date de 2012, année du « Débat national sur la transition énergétique », quand, avec l'ARENE Île-de-France, elle organise et anime le débat francilien.

En 2015, dans le cadre du World Wide Views on Climate and Energy (débat citoyen planétaire visant à transmettre l'avis des citoyens aux négociateurs de la COP 21), conçu et organisé par Missions publiques et le Danish Board of Technology, là encore, elle organise et anime le débat francilien.

Directrice des partenariats stratégiques à Missions Publiques depuis 2016, Tifenn Durand-Fleury a, entre autres, accompagné la Métropole de Nantes pour sa concertation sur son grand débat sur la transition énergétique, et piloté la concertation sur le plan régional de gestion des déchets en Centre-Val de Loire.

Intervention d'un grand témoin

Dominique Dron est ingénieure générale des Mines, ancienne élève de l'École normale supérieure Ulm-Sèvres, titulaire d'une maîtrise d'océanographie, d'un DEA de pétrologie et d'une agrégation de sciences naturelles.

Elle dirige à partir de 1989 le service de l'environnement industriel de la DRIRE Provence – Alpes – Côte d'Azur. En 1992, elle intègre l'ADEME comme directrice du programme déchets puis directrice du développement, avant de diriger de 1994 à 1999 la cellule prospective et stratégie du ministère de l'Environnement.

Rapporteuse de la Commission française du développement durable de 1996 à 1999, elle pilote la rédaction de la première SNDD française. En 2000 et 2001, elle anime à l'INRA l'expertise collective « OMC-PAC-environnement » (ATEPE, publiée en 2002), qui explore les marges de manœuvre environnementales des grands systèmes de production agricole français.

De 2002 à 2004, elle préside la mission Interministérielle de l'effet de serre dans les services du Premier ministre. Puis, à l'École des Mines-Paristech, elle crée et dirige la chaire « Nouvelles Stratégies Energétiques » axée sur les énergies à base végétale.

De 2007 à 2010, elle est conseillère spéciale du ministre d'État pour le Grenelle Environnement.

Elle devient directrice générale déléguée de l'Ifremer en octobre 2010, puis déléguée interministérielle et commissaire générale au Développement durable de mai 2011 à novembre 2012.

Elle rejoint alors le conseil général de l'Économie et coordonne la rédaction du livre blanc français pour le financement de la transition écologique (direction générale du Trésor et commissariat général au Développement durable), publié en 2013.

Elle est auteur ou co-auteur de nombreux articles et rapports sur l'environnement, le développement durable et la finance soutenable.

Deuxième table ronde : (Re)penser les formes d'accompagnement au changement en faveur de la transition énergétique grâce aux sciences humaines et sociales ?

Marie-Christine Zelem, est professeur de sociologie à l'Université de Toulouse Jean Jaurès. Elle est directrice de l'axe TERNOV (transitions écologiques, risques, innovations, tourisme) au laboratoire CERTOP CNRS, Ses recherches portent sur les modalités de la transition énergétique chez les ménages et à l'échelle des territoires.

Jusqu'en septembre 2016, elle a fait partie du comité des Experts pour la transition énergétique et a été membre du conseil scientifique de la fondation pour la Nature et l'Homme.

Elle fait partie des experts de la Région Occitanie engagée dans une démarche REPOS (GT bâtiments et GT Mobilités).

Elle a publié notamment avec Christophe Beslay, « *Sociologie de l'énergie : gouvernance et pratiques sociales* », aux éditions CNRS.

Elle co-dirige un ouvrage à paraître en 2019 à l'Harmattan sur « *L'environnement dans la fabrique des transitions sociétales* » et elle dirige un autre ouvrage à paraître aux éditions ISTE sur « *Les enjeux des sciences sociales au regard des questions d'énergie* ».

Valérie Martin, a rejoint l'agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie (ADEME) en juin 1993. Elle a occupé différentes fonctions avant d'être nommée chef du service mobilisation grand public, presse et institutionnel depuis le 1er janvier 2008.

Elle est à ce titre notamment en charge du pilotage des campagnes grand public relatives à l'énergie et à l'économie circulaire. Par ailleurs, elle est pilote de la stratégie grand public de l'agence. Elle est également impliquée dans le pilotage d'actions liées à la communication responsable et au marketing responsable. Elle est titulaire d'un DEA d'économie de l'environnement de l'Université Paris I.

Sandra Hoibian, directrice du Pôle « évaluation et société » du CREDOC, elle pilote une équipe transdisciplinaire de 13 chercheurs. Avec près de 20 ans d'expérience dans les études et la recherche, elle a conduit des travaux sociologiques dans des champs très divers lui donnant une vision transversale des valeurs et modes de vie de la société française : préoccupations économiques, sensibilité environnementale, société collaborative, cohésion sociale, valeurs, conditions de logement, nouvelles technologies.

Elle conduit actuellement différents travaux sur les comportements de la population en matière de développement durable qu'il s'agisse du rapport à l'accumulation des objets, des pratiques environnementales investies par les jeunes, des nouvelles aspirations (santé, collaboratif, etc.) propices aux changements ou des difficultés rencontrées par la population (précarité énergétique, difficultés de logement, etc.).

Benoît Simon, président de l'association 4D est consultant en politiques publiques. Il est directeur-associé du cabinet Planète publique qu'il a fondé en 2006, réalisant des missions de conseil et évaluation de politiques publiques ainsi que d'accompagnement pour des dispositifs participatifs pour des administrations nationales et des collectivités territoriales dans les domaines de l'environnement et du développement durable, thématiques qui ont structuré son parcours professionnel depuis 25 ans.

Economiste de formation il a travaillé 8 ans en tant que chercheur dans différents centres de recherche (CIRED, MERIT, CERNA) où il a mené de nombreuses études dans les domaines de l'économie de l'environnement, de l'énergie, de l'innovation et des transports.

Il est aussi co-animateur du groupe Evaluation & développement durable de la société française d'Évaluation.

Son engagement au sein de 4D repose sur les constats que l'exercice d'une profession au service du développement durable n'exonère pas d'un engagement en tant que citoyen et que les politiques publiques ne peuvent seules transformer la société en faveur d'un développement plus durable et solidaire. De ces constats est née la prise de conscience que seul l'engagement conjoint de l'ensemble des acteurs permettra cette transformation, de produire de l'impact (comme cela est dit en évaluation).

Benoît Desveaux, est cofondateur, directeur général et l'un des trois membres du directoire de Hopscotch Groupe. Il fonde l'agence Délire en 1986 qui marie l'organisation d'événements, les campagnes de RP et, bientôt, le digital.

Allié à Promo 2000, rebaptisé, en 1993, Le Public Système, et en 2015, Hopscotch.

Il contribue à développer au sein du groupe La semaine du goût, Revolution@Work ou encore Solutions Cop21 en 2015, dont il est l'un des initiateurs.

De fait, il a beaucoup œuvré à l'acculturation du monde de la communication aux enjeux du développement durable. Il est ainsi administrateur de l'association Communication et information pour le développement durable (acidd) ; et fondateur d'un groupe de travail rassemblant sept associations professionnelles des métiers de l'événement, Eco Evénement, à l'origine d'une charte et d'un guide de l'éco-événement.

Également vice-président du syndicat Syntec conseil en relations publiques, il milite aujourd'hui pour la reconnaissance de la valeur de la réputation des entreprises, et donc pour l'importance stratégique d'un alignement entre paroles et actes.